

Année 2025
MISE À DISPOSITION DE LOCAUX MUNICIPAUX
AU PROFIT D'UNE ASSOCIATION
CONVENTION

Entre d'une part,

La Ville de Grigny-sur-Rhône représentée par son Maire, Monsieur Xavier ODO, en vertu de la délibération du Conseil municipal n°Del_25_098 du 14 novembre, sur le fondement de l'article L2122-18 du code général des collectivités territoriales,

Et,

Le Centre Communal d'Action Sociale de Grigny-sur Rhône, 3 avenue Jean Estragnat, 69520 Grigny-sur-Rhône, SIRET 26691004100018, représenté par son Président, Monsieur Xavier ODO,
Ci-après désigné « le CCAS »

Et,

La Communauté Professionnelle Territoriale de Santé des Coteaux Rhodaniens, sous le statut Association Loi 1901, dont le siège social est situé au 36 avenue des arondières, 69520 Grigny-sur-Rhône, SIRET 918 890 823 00019, représentée par sa présidente, Madame Vanessa POTACSEK,
Ci-après désignée « la CPTS » ;

Et d'autre part,

METROPOLE AIDANTE, 292 Rue Vendôme, 69003 LYON, Association déclarée sous l'identifiant W691100551, Siret 85234469600020 et représentée par sa directrice, Madame Stéphanie DESMAISONS.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition et d'utilisation d'un local municipal, et vaut autorisation d'occupation du domaine privé de la Ville désigné ci-dessous. Par ailleurs, l'association peut utiliser les salles mutualisées de la Ville de Grigny-sur-Rhône sous condition de les avoir préalablement réservées auprès de la CPTS sur l'adresse mail issdescoteauxrhodaniens@gmail.com

La convention est établie à titre précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 2 : Situation des locaux mis à disposition

La Ville de Grigny-sur-Rhône, dans le cadre de ses actions de soutien du développement associatif, met gratuitement à la disposition de la CPTS certains bureaux de la Maison de santé au **36 avenue des arondières 69520 Grigny-sur-Rhône** : au 1^{er} étage une salle de réunion portant le n°18.5, une salle de réunion portant le n°18.2, un bureau portant le n°18.1, Au 3^{eme} étage, trois cabinets médicaux portant les n°21.10, 21.8 et 21.9.1.1 La salle d'attente portant le n°21.11, le couloir portant le n°21.9.1 et les sanitaires portant le n°21.12 et 21.16

Après accord entre la ville de Grigny-sur-Rhône et la CPTS, il est convenu que les locaux sus-mentionnés sont mis à disposition de l'association Métropole aidante pour la réalisation d'activités se rattachant à son objet social : Permanence d'accompagnement des aidants du territoire un vendredi de 10h à 16h, tous les deux mois.

Il est rappelé que la Ville, propriétaire du local, et la CPTS, locataire du local, conserveront à deux la gestion de la mise à disposition. L'association n'est nullement propriétaire du lieu, elle bénéficie seulement d'un avantage gracieusement accordé par la Ville.

ARTICLE 3 : État des lieux

Métropole Aidante prendra les locaux dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, et déclare connaître les biens pour les avoir vus et visités à sa convenance.

Un état des lieux sera établi de manière contradictoire lors de l'entrée et de la sortie des lieux de l'association. Ils seront joints à la présente convention. Il appartient à l'association, en tant qu'utilisatrice, de signaler immédiatement à la Ville toutes anomalies ou dégradations constatées.

Dans le cadre de la politique de préservation patrimoniale, les services municipaux, en présence des représentants de l'association, procéderont à une visite annuelle des locaux pour évaluer l'ancienneté et la dépréciation des infrastructures, et, si nécessaire, programmer des travaux d'entretien et de réparation.

ARTICLE 4 : Modalités financières

La présente convention de mise à disposition est consentie à titre gracieux à l'association pendant la durée de la convention.

Il est précisé que la mise à disposition d'un local par la Ville est une subvention en nature au titre de l'article 9-1 de la loi du 12 avril 2000 modifiée par la loi du 31 juillet 2014 (dite loi ESS).

ARTICLE 5 : Règles d'utilisation

Lorsque le public se présente dans le local mis à disposition, un adhérent, représentant de l'association doit être présent.

En application du décret n°92-478 du 29 mai 1992, il est interdit de fumer dans le local municipal mis à disposition.

Par mesure d'hygiène et de santé publique, aucune préparation culinaire ne doit se faire dans le local municipal mis à disposition, celui-ci ne se prêtant pas à ce type d'activité.

ARTICLE 6 : Plan de sobriété énergétique - gestion des fluides

Dans le cadre du plan municipal de sobriété, les services municipaux et l'association bénéficiaire travailleront en 2025 sur un plan de maîtrise de consommation des fluides, avec la définition d'un volume de consommation maximal, correspondant à un usage « normal » du bâtiment mis à disposition. En cas de dépassement de ce volume, sur la base de 2024, un dialogue s'instaurera avec l'association pour trouver des solutions soit d'économie ou financière.

ARTICLE 7 : Sécurité des personnes et des biens dans le cadre des ERP

Préalablement à l'utilisation de locaux, et comme pour tout Établissement Recevant du Public (E.R.P), l'utilisateur devra avoir pris connaissance des consignes de sécurité propres aux locaux et des consignes spécifiques données par le représentant de la Ville.

Sont considérées comme faisant partie du public toutes les personnes admises dans l'établissement à quelque titre que ce soit.

Les locaux mis à disposition de l'association sont situés dans des bâtiments qui sont des Établissements Recevant du Public classés en catégorie :.